



Dépêche No. 167 | 20 octobre 2017

Les Ivoiriens demeurent insatisfaits de la lutte des autorités contre la corruption

Dépêche No. 167 | Kaphalo Ségorbah Silwé et Joseph Koné

Résumé

En Côte d'Ivoire comme dans nombre de pays, la question de la lutte contre la corruption est centrale tant son effet négatif n'est plus à démontrer. La création en 2013 de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance, en tant qu'organe de prévention et de lutte contre la corruption, semblait marquer une réelle volonté politique des autorités à contrer ce fléau. Cependant, force est de constater que pour les Ivoiriens, la corruption a encore de beaux jours devant elle.

Selon la plus récente enquête d'Afrobaromètre, la proportion d'Ivoiriens qui n'apprécient pas les efforts du gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique continue d'augmenter. Des proportions importantes de la population avouent payer des pots-de-vin, surtout à la police, et la plupart des citoyens craignent que signaler la corruption vécue pourrait créer des représailles.

Cependant, il importe de noter que les Ivoiriens demeurent confiants quant au rôle qu'ils peuvent jouer contre ce fléau.

Ces données sont importantes d'autant plus qu'elles permettent d'apprécier au regard de l'opinion des citoyens les efforts mis en place autour de la lutte contre ce mal dont souffrent l'administration publique en particulier et la Côte d'Ivoire en général. Ainsi, la lutte contre la corruption sous toutes ses formes ne saurait être l'apanage des élites qui pensent que l'opinion populaire n'est pas à considérer dans ce combat.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été conduites dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2016, et le Round 7 (2016/2018) est actuellement en cours. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre en Côte d'Ivoire, dirigée par le CREFDI, a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en décembre 2016-janvier 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Côte d'Ivoire en 2013 et 2014.

Résultats clés

- Presque la moitié (47%) des Ivoiriens qui avaient affaire à la police pendant l'année écoulée ont payé des pots-de-vin afin d'éviter des difficultés. Il en est de même pour 31% qui avaient affaire à un agent du gouvernement afin d'obtenir un document.
- La majorité (59%) des Ivoiriens désapprouvent la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, une hausse de 18 points de pourcentage depuis 2013.
- Alors que pour 40% des Ivoiriens, le niveau de corruption a augmenté pendant l'année précédant l'enquête, 32% trouvent que cela a diminué, et pour 24%, c'est resté pareil.
- Deux-tiers des Ivoiriens (68%) considèrent que signaler la corruption quand on en fait l'expérience risque de créer des représailles ou autres conséquences négatives. En plus, la majorité (53%) considèrent peu probable que l'état réagisse.
- Néanmoins, pour la majorité (55%) des Ivoiriens, les citoyens ordinaires peuvent jouer un rôle dans la lutte contre ce fléau.

Perception et expérience de corruption en Côte d'Ivoire

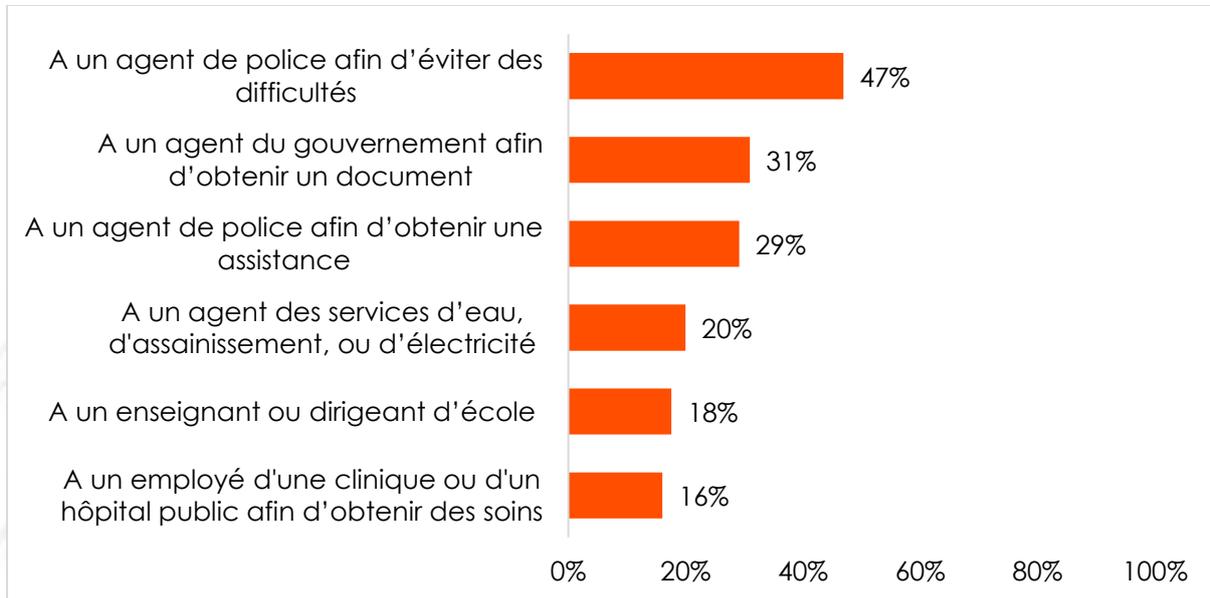
La thématique de la corruption continue de faire couler beaucoup d'encre et de salive. Ceci dépend foncièrement de l'opinion des citoyens par rapport à leurs observations ou à leur vécu quotidien. Les expériences de corruption sont essentiellement liées aux pots-de-vin que les citoyens sont amenés à payer avant d'obtenir les services dont ils ont besoin. Ces services sont principalement les services gouvernementaux comme obtenir les services d'eau et d'assainissement, les services dans lesquels on peut retirer un document administratif, les écoles, les hôpitaux, etc. Il est aussi loisible de constater que les citoyens font l'expérience de corruption lorsqu'ils tombent sous le coup de la loi.

Les récents résultats des données Afrobaromètre donnent un aperçu du phénomène. En effet et à titre d'exemple, parmi ceux qui ont eu affaire avec la police pendant l'année écoulée, près de la moitié (47%) ont au moins une fois payé un pot-de-vin pour éviter des difficultés. Même chose pour 31% des Ivoiriens qui ont tenté d'obtenir un document administratif, 29% qui ont cherché à obtenir l'assistance de la police, et 20% qui voulaient obtenir les services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité. Parmi ceux qui avaient besoin des services d'un enseignant ou dirigeant d'école ou de soins dans un hôpital ou clinique public, 18% et 16%, respectivement, ont dû payer au moins une fois un pot-de-vin (Figure 1).

De plus, entre 2014 et 2017, les résultats indiquent que l'expérience de corruption s'est accrue avec la police, de 26% en 2014 à 47% en 2017 qui ont payé un pot-de-vin pour éviter les difficultés, et pour les services d'eau, d'assainissement, et d'électricité – de 13% en 2014 à 20% en 2017 (Figure 2). Par contre, l'expérience de corruption dans les hôpitaux et cliniques publics et dans l'obtention des documents administratifs est restée plus ou moins stable.

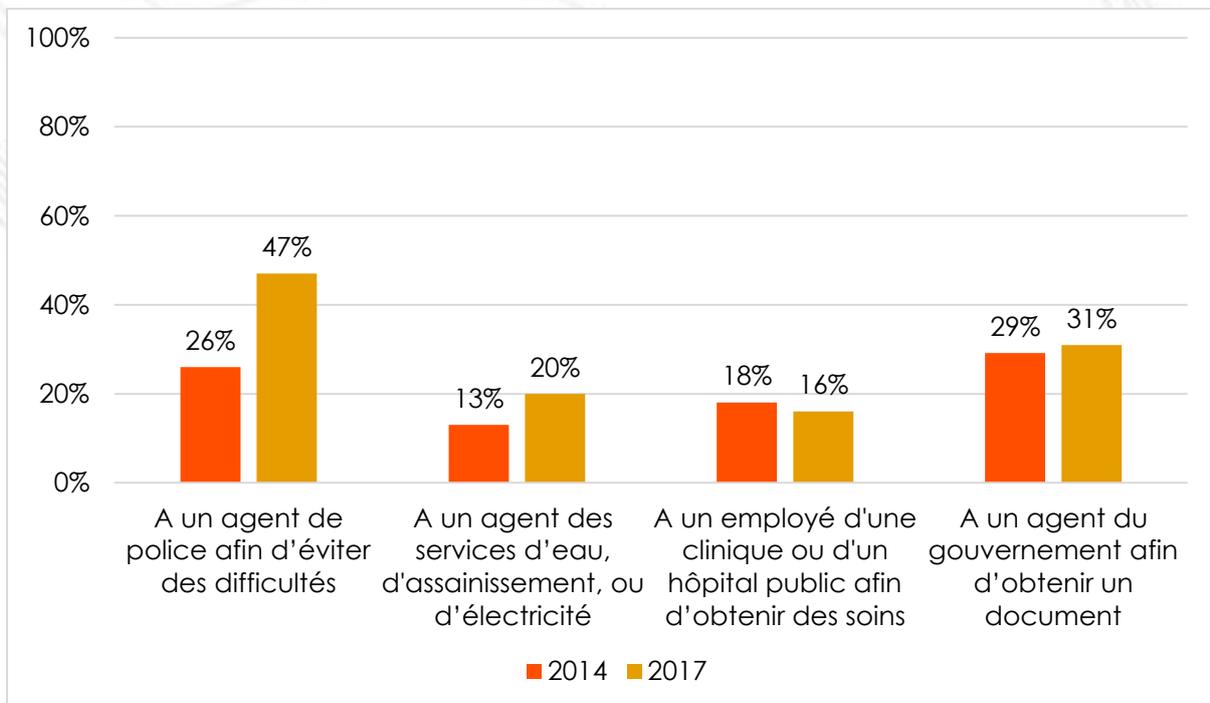
Une analyse minutieuse de la corruption vécue (Figure 3) permet de dire que les paiements de pots-de-vin sont plus prononcés en milieu rural qu'en milieu urbain dans les cas où les citoyens veulent éviter des difficultés avec la police (51% contre 42%) ou obtenir un document (35% contre 27%). Dans d'autres cas, le fléau est plus prononcé en milieu urbain (obtenir une assistance de la police, des soins médicaux, ou des services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité). Selon le sexe, une plus grande proportion d'hommes que de femmes ont payé des pots-de-vin pour éviter des difficultés avec la police (54% contre 36%), pour obtenir un document (33% contre 28%), et pour obtenir des soins médicaux (20% contre 13%).

Figure 1: A payé au moins une fois un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois
 | Côte d'Ivoire | 2017



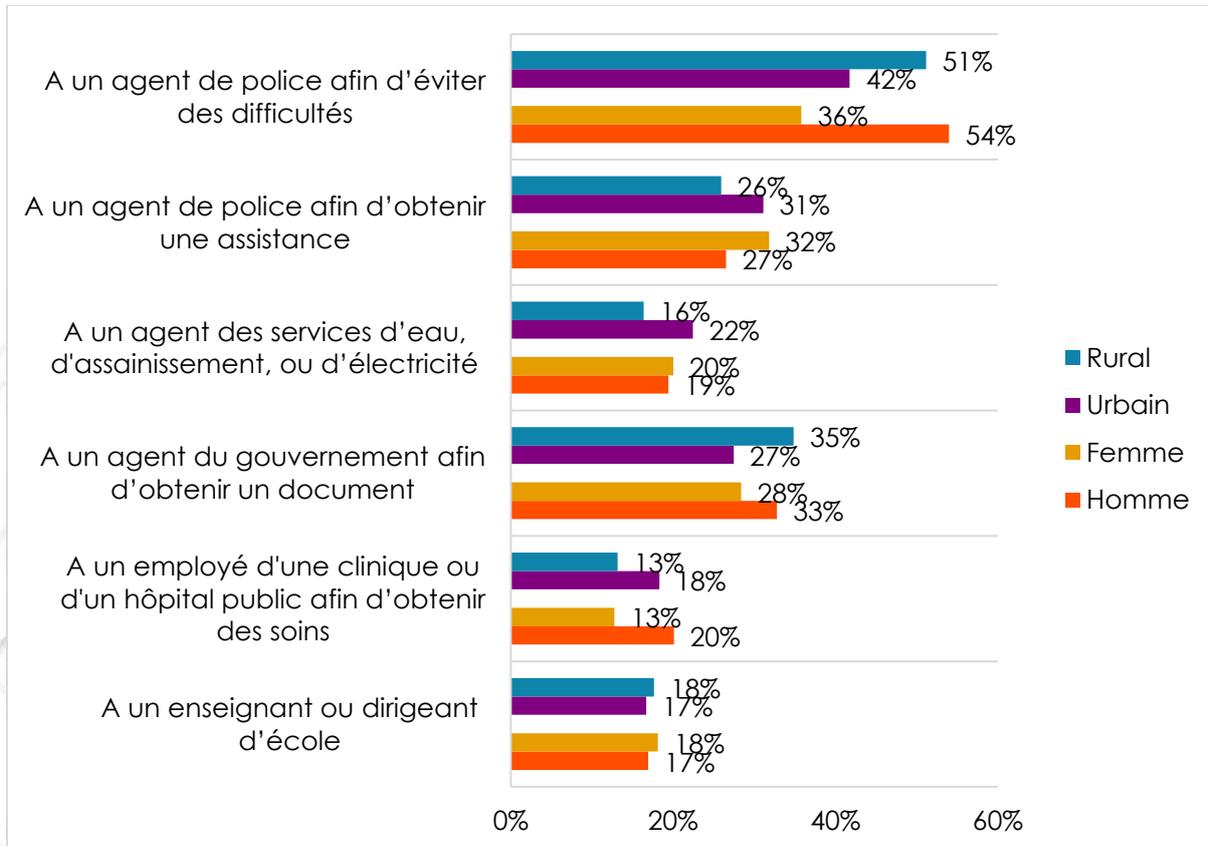
Questions posées aux répondants qui ont eu affaire avec ces services: Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à ...? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent ») (NB: Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services pendant les 12 derniers mois sont exclus.)

Figure 2: A payé au moins une fois un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois
 | Côte d'Ivoire | 2014-2017



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire avec ces services: Et combien de fois pour obtenir ce dont vous aviez besoin, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent ») (NB: Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services pendant les 12 derniers mois sont exclus.)

Figure 3: A payé au moins une fois un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois
 | par sexe et milieu de résidence | Côte d'Ivoire | 2017



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire avec ces services: Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à ...? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent ») (NB: Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services pendant les 12 derniers mois sont exclus.)

Fort de leur expérience et face à leur observation, les citoyens ont la latitude de se faire une idée des couches socio-professionnelles corrompues. Ainsi en 2017, selon les citoyens, les plus corrompus sont les agents de police/gendarmerie: 49% des répondants affirment que « la plupart » ou « tous » ces agents sont impliqués dans des affaires de corruption (Figure 4). Les

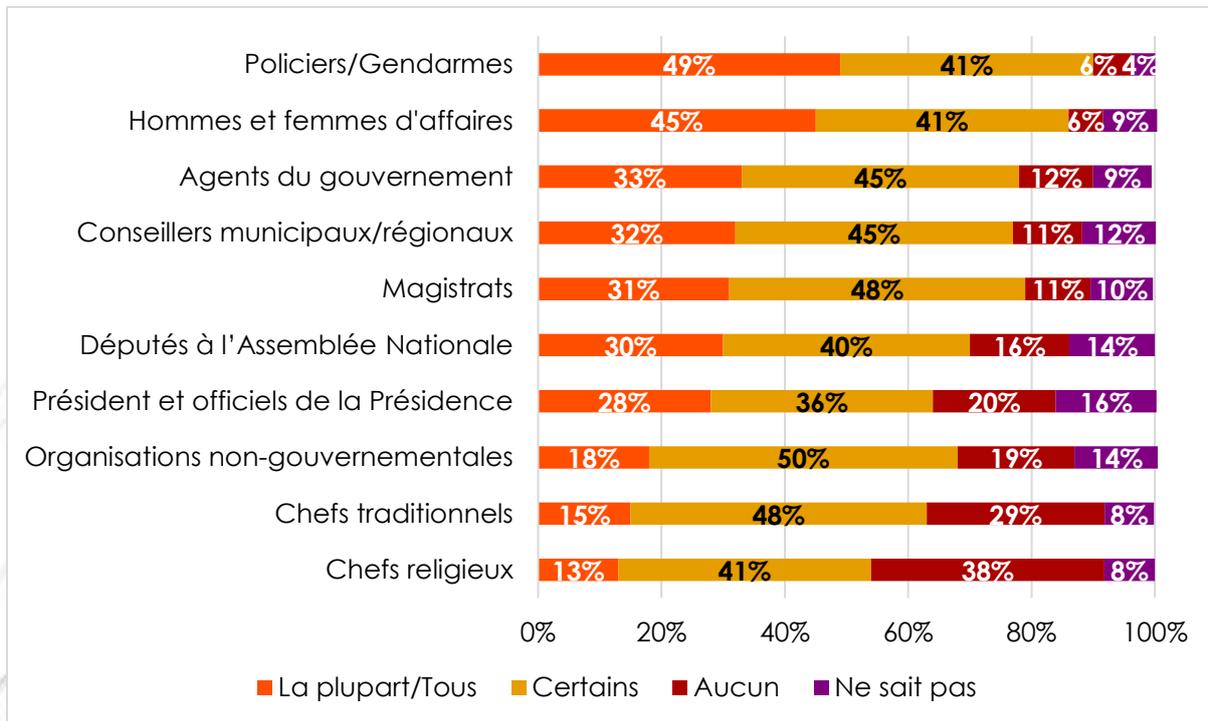
Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

hommes/femmes d'affaires sont en deuxième rang (45%), suivis par les agents du gouvernement (33%), les conseillers communaux/régionaux (32%), les magistrats (31%), les députés à l'Assemblée Nationale (30%), et le président et les officiels de la Présidence (28%). Ceux qui sont perçus

comme les moins corrompus sont les leaders religieux (13%), les chefs traditionnels (15%), et les organisations non-gouvernementales (18%).

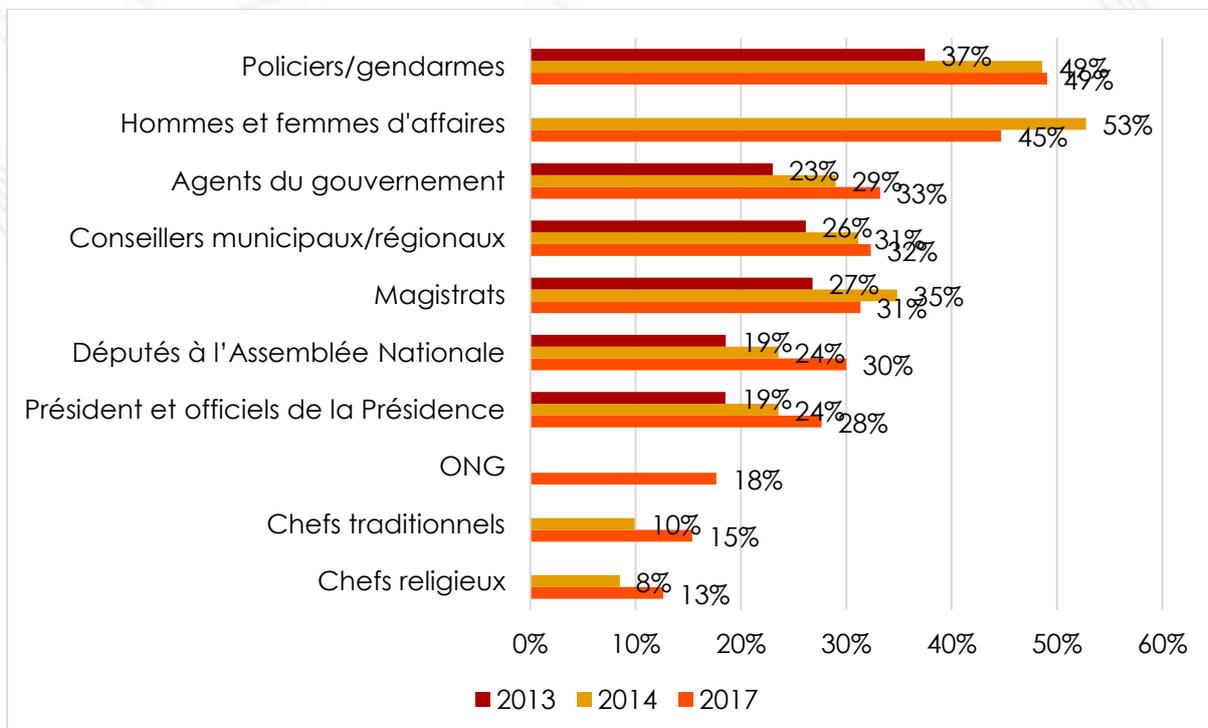
Par ailleurs, entre 2013 et 2017, la perception de la corruption a augmenté principalement dans les cas des policiers/gendarmes, agents du gouvernement, conseillers municipaux/régionaux, députés à l'Assemblée Nationale, président et officiels de la Présidence, chefs traditionnels, et leaders religieux (Figure 5). La tendance est à la baisse dans le cas des hommes et femmes d'affaires tandis qu'on note une relative progression dans le cas des magistrats.

Figure 4: Perception de corruption | Côte d'Ivoire | 2017



La question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion?

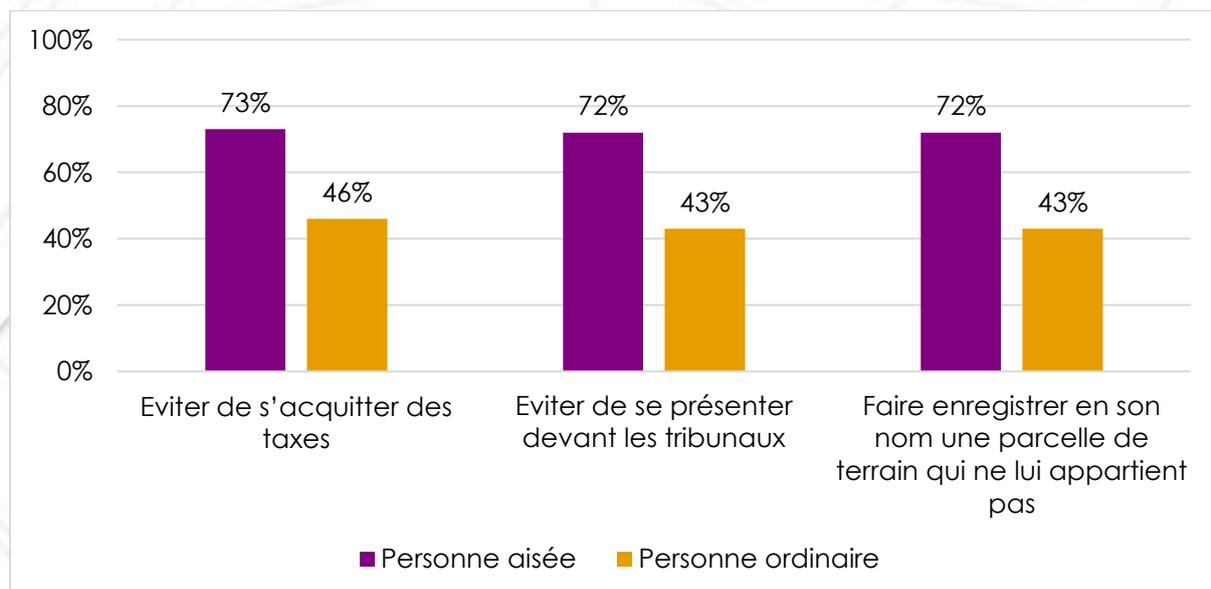
Figure 5: La plupart ou tous perçus comme corrompus | Côte d'Ivoire | 2013-2017



La question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

Si la corruption existe, c'est qu'il y a probablement des personnes qui l'entretiennent. On ne saurait donc parler de corrompus sans corrupteurs. En fait, les résultats indiquent que pour atteindre certains objectifs, il est plus probable pour une personne aisée de corrompre que pour une personne ordinaire. En effet, pour sept Ivoiriens sur 10, il est « quelque peu probable » ou « très probable » pour une personne aisée d'éviter de s'acquitter des taxes, d'éviter de se présenter devant les tribunaux, ou de faire enregistrer en son nom une parcelle qui ne lui appartient pas, alors que c'est quatre Ivoiriens sur 10 qui pensent qu'il est « quelque peu probable » ou « très probable » pour une personne ordinaire de le faire (Figure 6).

Figure 6: Probabilité de corrompre pour éviter des taxes ou tribunaux ou pour faire enregistrer une parcelle | Côte d'Ivoire | 2017



La question posée aux répondants: Dans ce pays, quelle est la probabilité qu'une [personne ordinaire/personne aisée] puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour ...? (% qui disent « quelque peu probable » ou « très probable »)

La réponse du gouvernement à la corruption

Les Ivoiriens estiment majoritairement que le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à la corruption au sein de l'administration publique. En effet, la proportion de ceux qui désapprouvent la performance du gouvernement a augmenté de 18 points de pourcentage entre 2013 et 2017, passant de 41% à 59% (Figure 7).

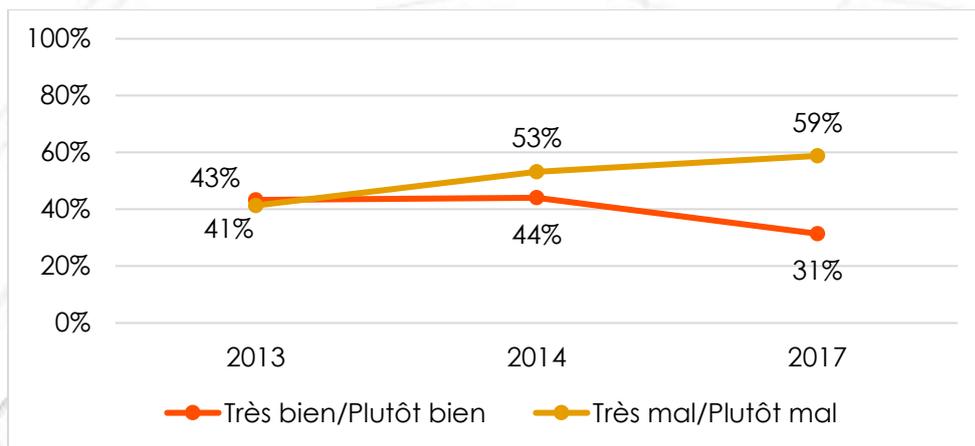
Quels que soient l'âge, le milieu de résidence, le sexe, ou le niveau d'instruction, les citoyens estiment en majorité que les efforts du gouvernement contre la corruption est inadéquate (Figure 8). Les résultats indiquent une certaine disparité par rapport au milieu de résidence et au niveau d'instruction. En effet, 63% des urbains contre 55% des ruraux jugent « plutôt mal » ou « très mal » la lutte contre la corruption. De même, plus les citoyens sont instruits, plus ils sont enclins à juger insuffisants les efforts du gouvernement dans ce secteur – 52% pour ceux qui ont un niveau primaire contre 75% pour ceux qui ont un niveau post-secondaire. Par ailleurs, 61% des hommes contre 57% des femmes se prononcent par rapport à la mauvaise performance du gouvernement.

A un niveau moins général, les cinq régions où la performance du gouvernement dans la lutte contre ce fléau est le moins jugée négative par les citoyens sont respectivement le Bèrè

(où juste 19% la considèrent « plutôt mal » ou « très mal »), le Tchologo, le Bafing, le Kabadougou, et enfin le Poro. Par contre, celles où ils sont le moins satisfait de cette performance sont les Grands Ponts (89%), le Sud Comoé, le district autonome de Yamoussoukro, la Nawa, et la Mé (Figure 9).

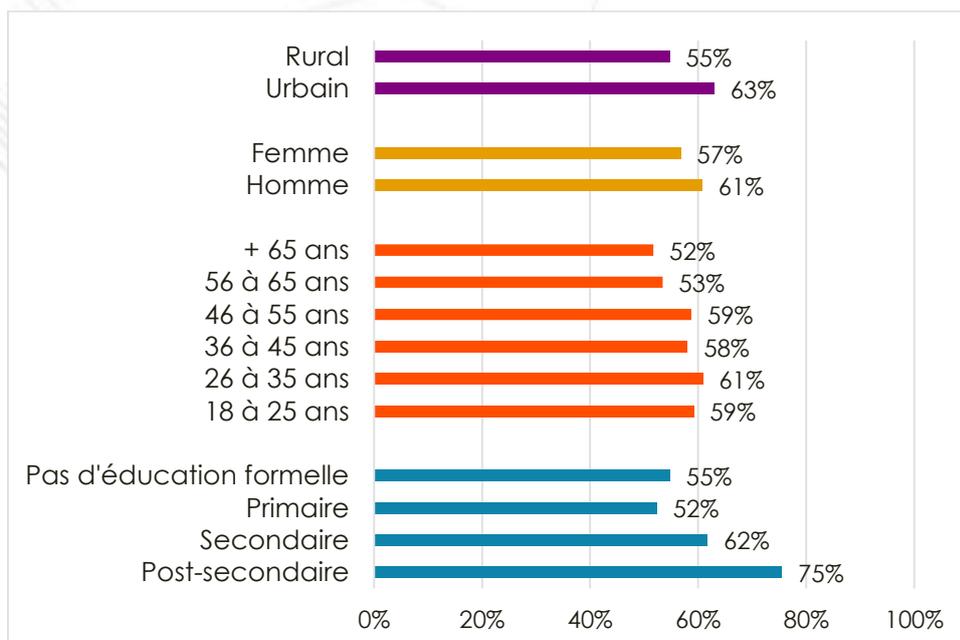
De plus, six Ivoiriens sur 10 estiment que le niveau de la corruption au cours de l'année 2016 a connu une hausse (40%) ou est resté pareil (24%) (Figure 10).

Figure 7: Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption
 | Côte d'Ivoire | 2013-2017



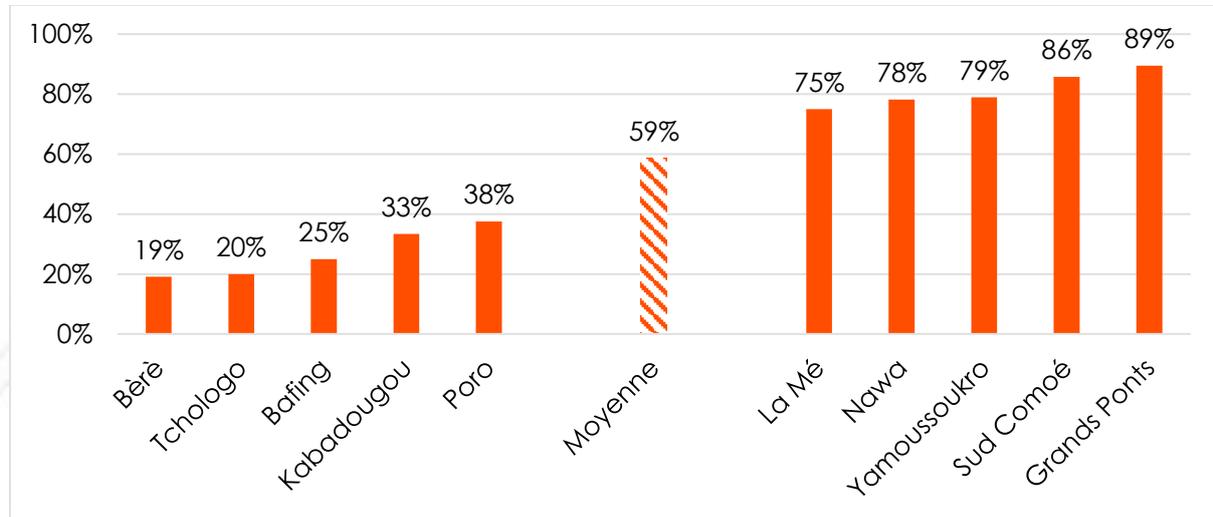
La question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

Figure 8: Mauvaise performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption
 | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2017



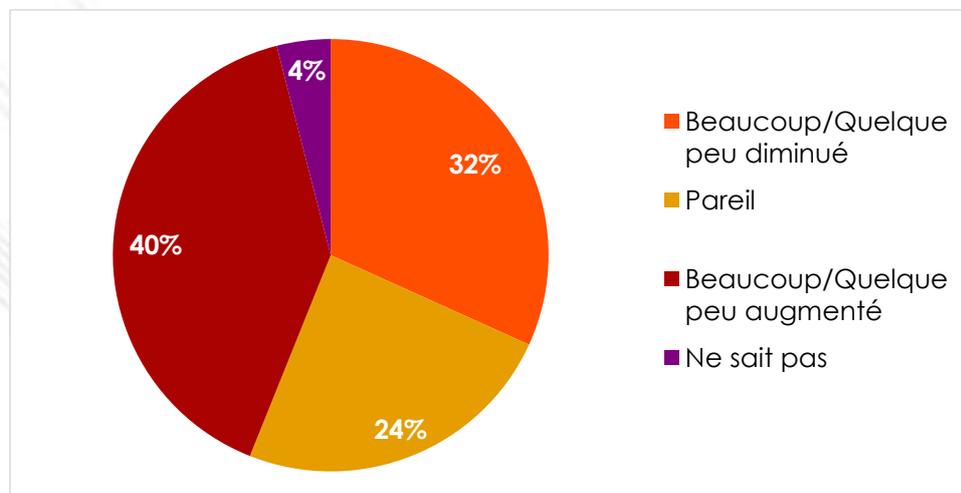
La question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La lutte contre la corruption au sein de l'administration publique? (% qui répondent « très mal » ou « plutôt mal »)

Figure 9: Mauvaise performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption
 | par région ayant les meilleurs résultats et les pires résultats | Côte d'Ivoire | 2017



La question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La lutte contre la corruption au sein de l'administration publique? (% qui répondent « très mal » ou « plutôt mal »)

Figure 10: Changement du niveau de corruption au cours de l'année écoulée
 | Côte d'Ivoire | 2017



La question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué, ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

Enfin, un lien très claire est établi entre la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption dans l'administration publique et la perception publique de la situation économique actuelle du pays. Les citoyens qui évaluent la situation économique du pays comme « très mal » ou « mal » sont beaucoup plus enclins à considérer la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption comme « très » ou « plutôt » mal que ceux qui ont une perception moins négative de la situation économique (Tableau 1). Cette différence est statistiquement significative et suggère une dépendance entre situation économique du pays et performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption. Parmi plusieurs facteurs y contribuant, adresser de façon efficace le problème de la

corruption pourrait avoir un effet sur la situation économique dans le pays en renforçant durablement les bases de la croissance notamment.

Tableau 1: Lutte contre la corruption et situation économique actuelle du pays
 | Côte d'Ivoire | 2017

		Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique	
		Très mal/Plutôt mal	Très bien/Plutôt bien
Situation économique actuelle du pays	Très mal	85%	15%
	Mal	77%	23%
	Ni bien ni mal	68%	32%
	Assez bien	54%	46%
	Très bien	45%	55%

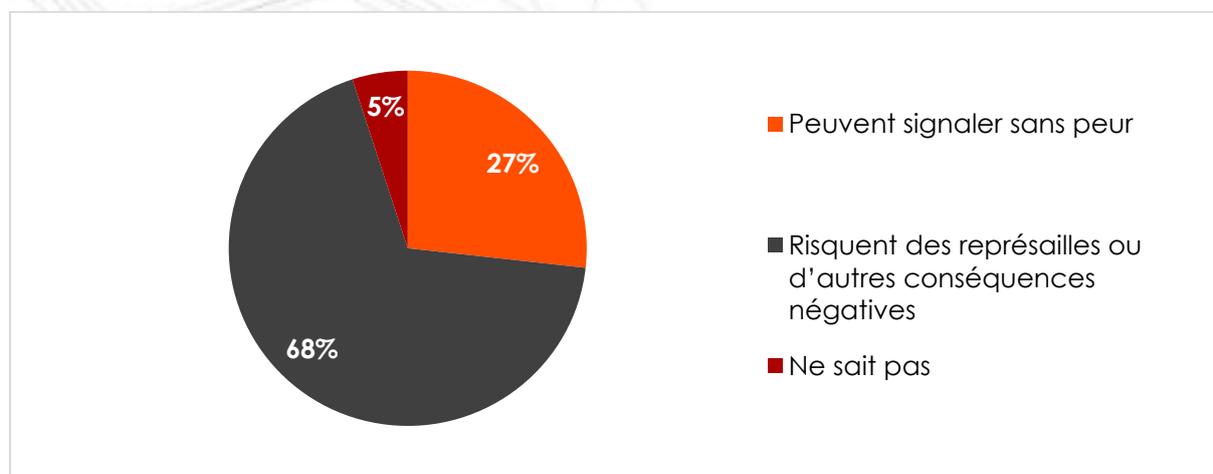
Pearson's $\chi^2 = 83.429$ ($p=0.000$); Cramer's $V = 0.28$

Lutte des Ivoiriens contre la corruption: Entre peur de représailles et volonté de jouer un rôle

Une grande proportion des citoyens, en l'occurrence sept Ivoiriens sur 10, considèrent que « signaler la corruption quand on est témoin ou quand on en fait l'expérience » risque de créer des représailles ou autres conséquences négatives (Figure 11).

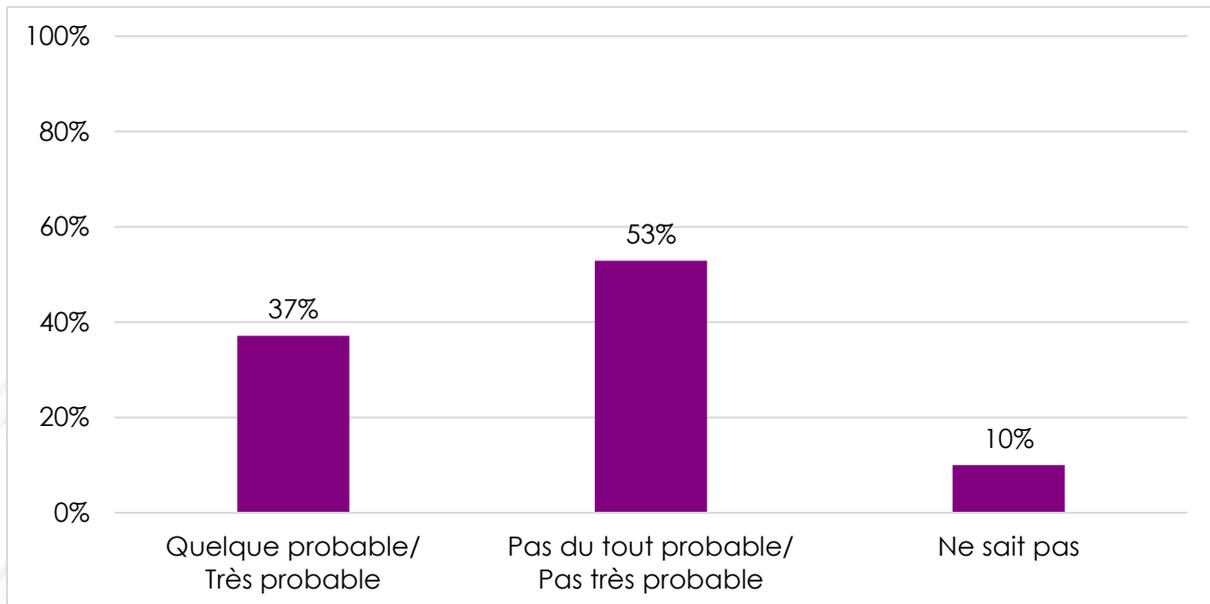
Les résultats indiquent par ailleurs que la majorité (53%) des Ivoiriens considèrent « pas très probable » ou « pas du tout probable » de faire réagir un office d'état ou une institution publique en signalant un acte de corruption (Figure 12). L'indifférence affichée des officiels d'état quand ils sont au courant d'un acte de corruption pourrait être une source de crainte des citoyens de subir des représailles quand ils dénoncent les actes de corruptions.

Figure 11: Peur de représailles si on signale la corruption | Côte d'Ivoire | 2017



La question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?

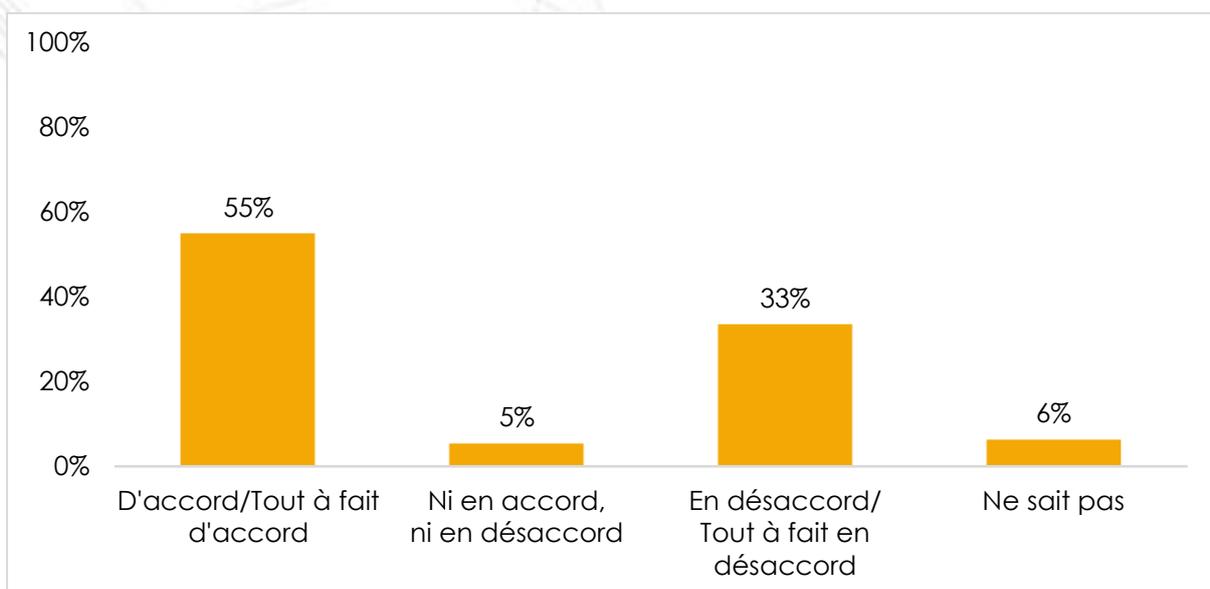
Figure 12: Probabilité de réaction après un cas de corruption | Côte d'Ivoire | 2017



La question posée aux répondants: *Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez dans un office d'état ou une autre institution publique pour signaler un des problèmes suivants, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour vous prononcer: Si vous alliez dans une mairie pour signaler un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin par des agents du gouvernement ou de la police ou le personnel d'appui dans les écoles ou les hôpitaux?*

Cependant, et fort de ces constats, les Ivoiriens ne veulent pas rester en marge de la lutte contre la corruption. Pour la majorité des Ivoiriens (55%), les citoyens ordinaires peuvent aider à faire reculer la corruption (Figure 13). Ainsi, les citoyens affichent une volonté de jouer leur partition dans la lutte contre ce fléau.

Figure 13: Lutte contre la corruption par les gens ordinaires | Côte d'Ivoire | 2017



La question posée aux répondants: *Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec cette affirmation: Les citoyens ordinaires peuvent faire avancer la lutte contre la corruption?*

Conclusion

Les Ivoiriens ne constatent toujours pas assez d'actions concrètes menées par les institutions pour, à minima, empêcher ce fléau d'empirer. Et malgré la mise sur pieds d'une structure de lutte contre la corruption, celle vécue dans le cas de la police/gendarmerie trône en tête du classement, et a même doublé de 2013 à 2017. De plus, une proportion non-négligeable des citoyens se montrent susceptibles de corrompre.

Une note d'espoir, cependant: La majorité des Ivoiriens croient encore en la lutte contre la corruption et la perspective d'actions vigoureuses.

Mais il serait primordial d'accompagner cet élan par des actions d'encadrement quant à la façon d'agir efficacement, ainsi qu'une action médiatique sensibilisatrice et une juste répression de ceux qui se rendent coupables.

Kaphalo Ségorbah Silwé est directeur exécutif du Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan. Email: segorbah7@gmail.com.

Joseph Koné est chargé de formation et des finances au CREFDI à Abidjan. Email: spiderone0@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des Etats-Unis, et du National Endowment for Democracy.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Aba Kittoe (akittoe@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos rapports sur les média sociaux à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 167 Afrobaromètre | 20 octobre 2017